

AGF pourrait annoncer à 1.500 à 2.000 suppressions d'emplois



La société d'assurance AGF, rachetée en 2007 par le géant allemand Allianz, s'apprêterait à annoncer un plan social visant 1.500 à 2.000 personnes sur les 13.000 que compte l'entreprise en France, affirme samedi Le Parisien/Aujourd'hui, sans citer de sources.

Contactée par l'AFP, une porte-parole d'AGF s'est refusée à tout commentaire sur les suppressions d'emplois.

Elle a confirmé la tenue d'un comité central d'entreprise mercredi, avec pour ordre du jour "la situation et l'activité des AGF" et "la restitution des groupes de travail lancés en juillet 2007 sur différents aspects de l'organisation de l'entreprise".

Allianz a achevé de racheter les AGF en totalité en avril 2007.

Selon Le Parisien, le plan social concernerait surtout le "back-office", c'est-à-dire les personnes chargées de la gestion des sinistres et pas au contact de la clientèle.

Jean-Jacques Cette, secrétaire général CFDT du comité d'entreprise, et membre du conseil de surveillance d'Allianz, a indiqué à l'AFP qu'il prenait la menace "au sérieux", sans pour autant savoir ce qu'il en était précisément.

"Cela fait dix mois que l'entreprise étudie tous azimuts toutes les pistes, et travaille à l'application du modèle allemand en France. C'est allé du plus terrible ou moins terrible, je ne sais pas ce qu'il en ressortira mercredi", a-t-il déclaré à l'AFP.

Selon lui, les pistes explorées "allaient d'une fermeture complète de tous les sites en province, en ramenant tout sur un seul site, et avec des suppressions d'emplois plus importantes encore que celles mentionnées par Le Parisien", à "une spécialisation des sites, avec des départs, mais par le jeu des départs naturels".